

# Indéniables fondamentaux

NOUVEL ECONOMISTE 24/05/2012



XAVIER RAUFER

En matière de sécurité, les premiers gestes et décisions du nouveau gouvernement seront ainsi lourds de conséquences pour le quinquennat débutant

On le sait depuis l'aube de la pensée grecque : l'initial est toujours le plus fort. Ce que fait initialement l'homme (seul ou coalisé) détermine invariablement la suite des événements en cause. En matière de sécurité, les premiers gestes et décisions du nouveau gouvernement seront ainsi lourds de conséquences pour le quinquennat débutant. Ce pourquoi il paraît utile de rappeler ici quelques indéniables fondamentaux.

Pour sa sécurité intérieure, un pays connaît d'usage un seul vrai, un seul grand problème à la fois. Et aussi bien sûr maints tracassants adjacents mais finalement supportables - si l'on veut, l'équivalent médical de la grosse fracture d'un côté et de la crise d'urticaire, de l'autre.

Le grand problème sécuritaire que connaît aujourd'hui la France est celui des bandes criminelles. Pas question ici bien sûr d'anodins groupes d'ados, s'agréant pour mieux s'adapter à l'univers adulte et à la société - mais d'individus durablement coalisés en gangs criminels et partageant entre eux les tâches et le butin (ce qui est la définition même du crime organisé, selon la convention mondiale de Palerme, en 2000).

Un efficace baromètre permet de mesurer l'activité de ces gangs : le comptage des vols à main armée et des règlements de comptes entre malfaiteurs. Pour dix raisons trop longues à détailler ici, le "braquage" est en effet l'activité reine du Milieu et sa mesure expose la tonicité et la toxicité de l'entreprise criminelle en un lieu donné. Par ailleurs, tout gang étant toujours et partout à base territoriale, les règlements de compte et autres "guerres" révèlent l'agressivité des bandes, les conquêtes des uns et les dérives des autres, etc.

Or les comptages les plus récents le montrent : la situation de la France n'est pas bonne et va même en empirant - ce qui impose de réfléchir puis d'agir.

Mettre en France les bandes hors d'état de nuire dans le respect exigeant des normes du droit, permettrait donc à un ministre de l'Intérieur de réaliser d'énormes gains transversaux dans divers domaines criminels :

- vols à main armée,
- règlements de comptes,

- vols avec violence,
- trafics locaux de stupéfiants (deals de porte cochère),
- rackets et squats dans les cités et les quartiers,
- émeutes et incendies de véhicules.

En même temps, le ciblage de ces gangs poly-criminels soulagerait grandement la population des quartiers où ils sévissent. Rappelons que la France métropolitaine compte environ 700 "zones urbaines sensibles" ZUS, qui comptent quelque 4,5 millions d'habitants.

Tout ce qui précède peut naturellement s'établir et se prouver :

- Dans un article du 4 octobre 2011, Le Monde, qui n'est pas exactement un brûlot sécuritaire, écrit

**Mais il y a plus précieux encore pour un gouvernement de gauche : toute lutte résolue contre les gangs profite d'abord aux jeunes gens issus des minorités et de l'immigration, grands gagnants in fine d'un retour à l'ordre dans les ZUS**

que la construction d'un commissariat dans la ZUS de Clichy sous Bois - Montfermeil (93) "a été plébiscitée par les habitants", las des exactions des bandits.

- Le 30 décembre 2011, Le Figaro révélait ("les incroyables comptes d'un dealer"), qu'une seule petite bande d'une seule cité marseillaise gagnait 100 000 euros mensuels à vendre du cannabis - 1,2 millions d'euros annuels nets d'impôt. Extrapolons a minima qu'il n'y ait, par cité "sensible", qu'une seule bande sur un seul point de vente, vendant seulement du haschisch : 600 millions d'euros viennent ainsi chaque année polluer et corrompre l'économie légitime.

- Chez nos voisins, maintenant : lors des émeutes britanniques de l'été 2011 (Londres, Bristol, Manchester, Liverpool, Birmingham, 5 morts, des quartiers entiers pillés et incendiés), 73% des 4 000 vandales arrêtés étaient des récidivistes - donc le plus souvent, des bandits.

Mais il y a plus précieux encore pour un gouvernement de gauche : toute lutte résolue contre les gangs profite d'abord aux jeunes gens issus des minorités et de l'immigration, grands gagnants in fine d'un retour à l'ordre dans les ZUS.

L'exemple probant est ici celui de la ville de New York.

Rappelons que voici vingt ans, dans cette vaste métropole, la criminalité constatée (par des instances indépendantes et contrôlées) était abominable (31 homicides pour 100 000 habitants) ; et qu'elle est aujourd'hui parmi les plus basses du continent (6/100 000 homicides).

Entre 1990 et 2010, la criminalité générale, toutes infractions jointes, s'est effondrée à New York de - 80 % ; les crimes liés à la toxicomanie, de - 90%.

Or à qui profite cette superbe embellie ? Aux jeunes afro-américains de 15/25 ans. Plus de guerres de gangs (dont ils étaient surtout les victimes), donc pour eux, 75% de risques d'assassinat en

moins. Le renseignement criminel et le décès précoce des jeunes à risque ont aussi joué : 70% d'incarcérations en moins. En 2010, les prisons de New York comptent 10 000 détenus de moins qu'en 1990 !

Pourquoi ces succès ? A New York, la ren-gaine misérabiliste a été délaissée et le

pragmatisme et l'efficacité, privilégiés. Comme ils le font encore en France, des Diafoirus-sociologues américains affirmaient que la pauvreté, les inégalités, le chômage et le racisme étaient à l'origine du crime. Et que la criminalité disparaîtrait quand ces graves handicaps sociaux seraient résorbés. Doublement faux : hélas pour les new-yorkais, la pauvreté, les inégalités sociales, la ségrégation et la toxicomanie n'ont que trop peu régressé de 1990 à 2012. Or cependant, la criminalité s'est effondrée. Au point qu'aujourd'hui le grand criminologue Franklin Zimring, de la fort progressiste université de Californie à Berkeley, n'hésite pas à affirmer que "la plupart des formes de criminalité peuvent être éradiquées sans changements sociaux structurels ou coûteux".

Que notre nouveau ministre de l'Intérieur dédaigne ainsi les radotages d'une sénile "culture de l'excuse" et il sera dans la bonne voie. Qu'il parvienne - là sera sans doute le moins aisé - à convaincre ses collègues de la justice et de la "politique de la ville" d'emprunter ce cours criminologique nouveau et la paix sociale sera au rendez-vous. Un succès que des millions d'électeurs français attendent et espèrent.

**Le grand problème sécuritaire que connaît aujourd'hui la France est celui des bandes criminelles. Pas question ici bien sûr d'anodins groupes d'ados, s'agréant pour mieux s'adapter à l'univers adulte et à la société - mais d'individus durablement coalisés en gangs criminels**